

M. Al-Sayegh, d'un conflit de compétence constitutionnelle ou de crédibilité.

36. M. Al-Sayegh cite les déclarations de membres du Cabinet israélien parues dans l'édition internationale du *Jerusalem Post* du 25 février 1975, ainsi que dans l'*Israel Digest* du 28 février 1975, dans lesquelles il apparaît de façon évidente que la politique du Gouvernement israélien est de maintenir ses villages de colons sur les hauteurs du Golan. M. Al-Sayegh évoque également les propos tenus par M. Rabin, selon lequel Israël réclamera une présence permanente dans le Sinaï et ne se retirera jamais des hauteurs du Golan. M. Al-Sayegh mentionne aussi le plan Allon, qui

prévoit la création de colonies de peuplement dans les territoires occupés le long de la frontière jordanienne, ainsi que d'autres déclarations de hauts fonctionnaires du gouvernement, parues dans *The Christian Science Monitor*. M. Al-Sayegh demande à nouveau s'il doit croire les représentants du Gouvernement israélien qui refusent absolument de reconnaître qu'Israël mène une politique d'annexion ou les ministres de ce gouvernement qui par leurs propos démontrent que cette politique existe bel et bien. Le représentant du Koweït se réserve le droit d'intervenir à nouveau au cours de la séance suivante.

La séance est levée à 18 h 30.

986^e séance

Vendredi 28 novembre 1975, à 10 h 50.

Président : M. Roberto MARTINEZ ORDOÑEZ (Honduras).

A/SPC/SR.986

POINT 52 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés (*suite*) [A/10074, A/10128, A/10163-S/11780, A/10164-S/11784, A/10174-S/11797, A/10178-S/11799, A/10204-S/11809, A/10272, A/10286, A/10370]

DISCUSSION GENERALE (*suite*)

1. M. SHARAF (Jordanie) dit que le point à l'examen est un autre aspect de la question palestinienne qui a surgi lorsque Israël a réussi à expulser de force des centaines de milliers de Palestiniens de leur patrie en 1947 et en 1948. Depuis 1967, Israël a entrepris de modifier radicalement le caractère géographique et l'identité des territoires qu'il a occupés cette année-là et qu'il occupe toujours. Son plan prévoit un processus d'asphyxie et d'absorption progressives par lequel le principe sioniste est mené à son terme logique. Nulle part ailleurs le sionisme n'a appliqué sa politique raciste de manière plus impitoyable que dans ses rapports avec le peuple et les territoires qui sont ses principales victimes. Les pratiques qu'il observe dans les territoires occupés sont le prolongement de la politique qui a conduit au déracinement et à la dispersion des Palestiniens et le monde entier doit en être mieux informé.

2. Comme les années précédentes, le rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés (A/10272) est un exposé des faits détaillé dans les limites imposées par le refus d'Israël de permettre au Comité de procéder à une enquête sur place. La campagne de dénigrement et de calomnie continuellement menée par les porte-parole israéliens n'a pas porté atteinte à la dignité du Comité spécial; tout critique de la politique israélienne peut s'attendre à subir le même traitement.

3. La politique de colonisation et d'établissement de colonies de peuplement, qui a été lancée immédiatement après 1967, est une des pratiques israéliennes les plus graves et les plus dangereuses dans les territoires occupés. Israël a mené cette politique de manière systématique et frénétique, et, jusqu'à maintenant, plus de 50 colonies de peuplement ont été établies sur la rive occidentale du Jourdain, sur les hauteurs du Golan, à Gaza et dans le Sinaï. Le rapport du Comité spécial indique qu'au cours des trois prochaines années 80 nouvelles colonies de peuplement seront implantées par l'Agence juive pour Israël en Israël et dans les territoires occupés. Un dirigeant israélien a fait remarquer que le cas de chaque colonie est examiné soigneusement et reflète la politique du gouvernement. Il semble évident qu'un pays qui suit pareille politique délibérée de colonisation et d'annexion ne souhaite pas sincèrement la paix.

4. La brutalité avec laquelle les autorités d'occupation ont modifié le caractère géographique des territoires occupés n'a d'égale que la cruauté avec laquelle Israël a dévasté la ville de Kouneitra. Jérusalem est un exemple éloquent de cette politique d'expansion et d'annexion implacable qu'Israël poursuit dans les territoires occupés. Malgré les nombreuses résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité et en dépit de la réprobation universelle, les autorités d'occupation sionistes continuent à s'emparer des territoires arabes à l'intérieur et à l'extérieur de la vieille ville occupée et annexée, afin de construire de nouveaux quartiers israéliens sur les ruines des quartiers arabes démolis. Jusqu'à présent 20 000 dunams de terre ont été confisqués dans le cadre d'un plan qui est, de toute évidence, destiné à modifier le caractère démographique, historique et culturel de la ville et à détruire son identité arabe. Au début de 1975, la Knesset a approuvé un plan directeur tendant à annexer à Jérusalem 9 villes et 60 villages habités par 250 000 personnes sur la rive occidentale du Jourdain; une fois le plan exécuté, le caractère et la composition de la ville seraient radicalement modifiés. Israël a porté atteinte aux wakf islamiques et en a détruits

beaucoup, ainsi que des mosquées et des sanctuaires vénérés. Il a déjà fait main basse sur le quartier de Sharaf, qui abrite 600 sites religieux islamiques ainsi que 4 mosquées et de nombreux sites historiques illustres. Dans un esprit de vengeance et de provocation, de prétendues fouilles ont été entreprises dans le sous-sol et aux alentours de nombreux sites islamiques importants comme l'illustre mosquée Al Aqsa. Si ces fouilles, qui ont déjà endommagé un des murs intérieurs de cette mosquée, se poursuivent, elles saperont ses fondations et risquent de provoquer son effondrement. Ces actes ne sont que le reflet des attitudes et de la politique adoptées par l'Etat d'Israël envers l'héritage culturel et les droits des victimes du sionisme sous occupation israélienne. Les sites religieux de ces victimes n'ont pas un caractère sacré et leur héritage culturel est un obstacle à la domination culturelle sioniste. A Hébron, les autorités d'occupation ont fait outrage à l'ensemble du monde islamique et à toute l'humanité éclairée en violant sans vergogne le caractère sacré de la sainte mosquée Al-Haram Al-Ibrahimi.

5. Les autorités israéliennes entendent aussi absorber l'économie du territoire occupé. Leurs représentants décrivent en termes enchanteurs la vie économique et le niveau de vie des territoires occupés. Mais l'occupation et l'usurpation d'un territoire étranger peuvent-elles se justifier par les avantages économiques qu'elles sont censées procurer à un peuple qui se trouve sous occupation étrangère ? Toutefois, l'argument israélien est réfuté par la situation économique et matérielle de ces territoires. Israël s'est emparé d'une économie saine et prospère dans les territoires occupés, en particulier sur la rive occidentale du Jourdain, et est en train de l'absorber et de l'exploiter. L'activité industrielle et agricole dans les zones occupées vise à répondre aux besoins de l'économie israélienne et le gouvernement encourage ardemment les hommes d'affaires et les industriels israéliens à investir dans des projets industriels permanents dans les territoires arabes occupés, en leur offrant des subventions et des exonérations d'impôt à cette fin. La politique sioniste visant à faire disparaître l'identité nationale, le caractère historique naturel du peuple occupé, de même que l'environnement géographique de la région que ce peuple habite depuis des siècles, il est presque superflu de mentionner les mesures relativement plus clémentes prises par la puissance occupante à l'égard des particuliers, de leurs libertés et de leurs droits politiques. L'occupation israélienne est subtile et rusée, et en outre parfaitement reliée au réseau international de propagande tendant à lui fabriquer une image de marque, en particulier dans le monde occidental. Toutefois, compte tenu des déclarations faites à la présente session de l'Assemblée générale, décrivant le sionisme comme un mouvement de libération et Israël comme un exemple éclatant de démocratie, il n'est peut-être pas inutile de souligner qu'un Israélien éminent et porte-parole des droits de l'homme, le professeur Israël Shahak, a déclaré que l'oppression découle naturellement du sionisme et se traduit par le grand nombre de crimes contre la sécurité de l'Etat dont sont saisis les tribunaux.

6. L'identité et l'intégrité de la population des territoires occupés doivent être sauvegardées contre un démembrement géographique et une asphyxie culturelle et les terres de cette population doivent également être protégées, car la

paix ne peut être instaurée que sur la base de l'intégrité géographique de ces terres et de la libération totale de leurs habitants.

7. M. ABDEL MEGUID (Egypte) déclare que les travaux du Comité spécial occupent une place importante dans les activités relatives aux buts et aux principes de la Charte des Nations Unies et à l'application des résolutions de l'ONU concernant les droits de l'homme, le respect de la souveraineté nationale et le droit des peuples à l'autodétermination. Grâce au rapport du Comité spécial, l'Organisation des Nations Unies offre un espoir aux peuples des territoires occupés et exprime sa solidarité avec eux. Le Comité spécial mérite donc les sincères félicitations de la communauté internationale. Il a dû, en effet, travailler dans des conditions difficiles, par suite de l'attitude arrogante d'Israël et de son refus d'autoriser l'entrée du Comité spécial dans les territoires occupés, bien qu'aux termes du mandat du Comité spécial Israël soit tenu de donner cette autorisation. Le refus d'Israël de coopérer avec le Comité spécial et d'appliquer dans les territoires occupés la quatrième Convention de Genève de 1949¹ prouve cette arrogance. L'attitude d'Israël a été condamnée par la communauté internationale dans des résolutions adoptées par l'ONU, l'UNESCO, l'OIT, l'OMS et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et dans de nombreuses réunions régionales et politiques, particulièrement celles des pays non alignés et de l'OUA. La communauté internationale a affirmé que l'intégrité des territoires occupés et les droits de leurs habitants sont une question de responsabilité internationale, qu'elle doit assumer.

8. Dans sa résolution 3240 B (XXIX), l'Assemblée générale a réaffirmé ce que le CICR avait déjà souligné, à savoir que la quatrième Convention de Genève est applicable aux territoires arabes occupés par Israël depuis 1967. Or Israël s'est obstinément refusé, sans donner de raison, à appliquer cette convention; il est toutefois évident pour tous que la raison en est qu'Israël continue d'appliquer une politique expansionniste et tient à mettre l'opinion internationale devant le fait accompli. Dans ce but, Israël utilise toutes les méthodes illégales, au mépris le plus complet de toutes les valeurs de la civilisation, des résolutions de l'Organisation des Nations Unies et des instruments internationaux. Le rapport du Comité spécial (A/10272) décrit les activités d'Israël et les conséquences qui pourraient en découler à moins que la communauté internationale ne force Israël à tenir compte de ses résolutions relatives aux territoires occupés. L'article 49 de la quatrième Convention de Genève vise manifestement à protéger les habitants des territoires occupés contre toute tentative de colonisation de ces territoires; mais Israël ne tient aucun compte de la Convention et continue à implanter de nouvelles colonies de peuplement sur les hauteurs du Golan, sur la rive occidentale du Jourdain et ailleurs. Le rapport mentionne également les mesures terroristes prises par les autorités israéliennes pour réduire les Arabes et les obliger à accepter les forces d'occupation. Ces mesures comprennent la répression, l'expulsion des Arabes, la démolition des biens et des maisons arabes et le déplacement forcé de la population civile au mépris de la Convention. Dans son

¹ Convention relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre (Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, no 973, p. 287).

rapport², le CICR a déclaré que la principale difficulté contre laquelle il a dû lutter est l'expulsion des particuliers et la destruction de maisons en exécution des ordres donnés par les autorités israéliennes en violation des articles 33 et 49 de la Convention. Le rapport a conclu que les Israéliens ont délibérément et de façon continue commis des actes de spoliation contraires aux principes des droits de l'homme et des actes de répression contre le peuple des territoires occupés.

9. Les forces d'occupation israéliennes ne se sont pas contentées de coloniser ces nouveaux territoires, détruisant des villages et des villes, chassant par la force les habitants et procédant à des arrestations massives; elles sont allées plus loin encore dans l'application de leur politique de judaïsation des territoires occupés. Israël cherche en effet à éliminer l'identité arabe en s'attaquant aux établissements d'enseignement, aux dirigeants des communautés, aux sites culturels chrétiens et musulmans à Jérusalem, Hébron, dans le Sinaï et ailleurs violant ainsi l'article 27 de la quatrième Convention de Genève, qui comporte le respect des objets religieux dans les territoires occupés. Israël ne s'est pas contenté d'occuper Jérusalem illégalement, contrevenant de ce fait aux résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, y compris celles qui demandent le maintien du *statu quo* à Jérusalem: prenant l'histoire juive comme prétexte, il a entrepris des fouilles qui ont endommagé des sites historiques musulmans, notamment la mosquée Al Aqsa. Par ces actes, les Israéliens cherchent à altérer le caractère culturel et physique de Jérusalem et défient la communauté internationale et l'opinion mondiale. Ils ont déjà profané la mosquée sainte Al-Haram Al-Ibrahimi à Hébron, en s'appropriant une partie de la mosquée et en gênant le culte musulman.

10. De tels actes font partie de la politique israélienne qui consiste à violer toutes les valeurs sacrées. Les forces d'occupation israéliennes ont occupé des églises coptes à Jérusalem, battu des fidèles et détruit des objets sacrés; elles ont constamment persécuté les fidèles arabes dans le Sinaï. Cette attitude ne tient pas compte des valeurs religieuses chrétiennes ou musulmanes, elle implique la destruction des sites religieux arabes et le pillage de l'héritage culturel arabe. Pour essayer de faire de Jérusalem une ville totalement juive, les autorités israéliennes répriment la pratique de tous les autres cultes. Mais il y a eu une levée de boucliers de la communauté internationale à propos des activités juives à Jérusalem. Comme témoignages, le représentant de l'Égypte cite des extraits du quotidien *The Washington Post*, de *L'Osservatore romano* et du journal londonien *The Times*.

11. L'archevêque Capucci a été emprisonné pour s'être opposé à l'agression israélienne. Or la décision israélienne d'annexer la partie arabe de Jérusalem est contraire au droit international et la création du tribunal de district de Jérusalem viole l'article 47 de la quatrième Convention de Genève. Aussi l'archevêque a-t-il été jugé par un tribunal qui n'a pas été constitué en bonne et due forme en droit international. La communauté internationale doit donc prendre des mesures immédiates pour restituer ses droits à l'archevêque.

12. D'autre part, Israël continue sa politique d'annexion et d'occupation des terres arabes. *The New York Times* a rapporté que les colonies de peuplement israélien sont créées avec l'intention d'en faire des établissements permanents et il a décrit comment Israël voit ses futures frontières. Les déclarations du Ministre du logement et du Premier Ministre d'Israël, qui ont été reproduites dans la presse israélienne et citées dans le rapport du Comité spécial, ont indiqué clairement qu'Israël n'a aucune intention d'évacuer les colonies de peuplement dans l'avenir.

13. Les résolutions de l'Organisation des Nations Unies et le droit international exigent que soient respectées l'indépendance et l'intégrité territoriale des Etats. Le monde entier sait que les activités d'Israël ne sont pas génératrices de paix. Les faits ont, par ailleurs, démontré la vérité de l'affirmation du Premier Ministre de l'Égypte, à savoir que l'Égypte n'abandonnera jamais les terres arabes ou les droits des peuples arabes. La délégation égyptienne espère que le débat à la Commission produira des résultats concrets et que des mesures seront adoptées pour forcer Israël à tenir compte des décisions de l'ONU et pour lui faire comprendre que, dans le cas contraire, il restera isolé au milieu de la communauté internationale.

14. Celle-ci ne peut accepter le maintien de l'occupation des territoires arabes, le refus systématique du droit des peuples arabes à l'autodétermination et les violations des droits de l'homme par Israël. Il faut agir pour mettre fin à la persécution par Israël des communautés religieuses à Jérusalem: les Lieux saints doivent être protégés et les prisonniers, notamment l'archevêque Capucci, relâchés. Pour ce faire, tous les signataires de la quatrième Convention de Genève doivent remplir leurs obligations. Les frères arabes qui languissent sous l'occupation israélienne réclament la justice et le respect de leur dignité et le droit de vivre en sécurité, sans crainte d'une agression. Tous ceux qui prennent à coeur la cause de la paix et des valeurs humaines répondront à cet appel.

15. M. AL-GARWAN (Emirats arabes unis) félicite le Comité spécial pour l'objectivité avec laquelle il a rempli son mandat.

16. En vertu du droit coutumier international, la population, les ressources et les institutions de tout territoire militairement occupé doivent être protégées. De plus, la quatrième Convention de Genève comprend des dispositions précises à cet égard. Les six rapports précédents du Comité spécial concluaient qu'Israël ne s'était pas acquitté de ses obligations en vertu de la Convention, et le présent rapport, le septième, indique que la situation n'a pas changé: Israël continue de violer les droits de la population civile des territoires occupés. On peut en trouver la preuve dans les déclarations faites par des citoyens israéliens responsables et dans les communiqués de presse israéliens qui sont cités dans le rapport. Le Comité spécial a rassemblé des éléments de preuve concernant la politique d'arrestations en masse, d'expulsion de personnalités éminentes et de torture des détenus. Les autorités israéliennes persistent à s'ingérer dans la vie sociale des habitants arabes, notamment en en transférant certains par la force dans d'autres régions. De plus, Israël continue d'exproprier des terres arabes et d'en expulser les habitants pour y établir des

² Rapport d'activité 1974, Genève, Comité international de la Croix-Rouge, 1975.

émigrants juifs. Bien des foyers arabes ont été détruits et leurs habitants terrorisés au cours de ce processus. Les autorités israéliennes privent la population civile de moyens de subsistance en s'opposant à l'ouverture de boutiques et de marchés lorsque la politique d'occupation rencontre la moindre résistance. Elles ont interdit l'exportation de produits agricoles et imposé de nouveaux impôts de manière à continuer à appauvrir la population arabe. Elles se sont ingérées dans l'enseignement supérieur, et notamment dans les affaires financières de l'université Bir Zeit. Israël s'est ingéré dans la vie des tribus arabes du Sinaï et a transféré par la force de nombreuses familles dans d'autres régions.

17. Si Israël persiste à violer les droits de l'homme et à méconnaître ses obligations en vertu de la quatrième Convention de Genève, il devrait la dénoncer. Il est très étrange qu'Israël prétende observer les dispositions de la Convention lorsqu'il applique ses mesures dans les territoires occupés.

18. Les éléments de preuve apportés par le rapport du Comité spécial sont fondés sur des déclarations faites par des personnes responsables et sur des communiqués de presse. Compte tenu de ces éléments, la délégation des Emirats arabes unis est stupéfaite de l'attitude de certaines autres délégations qui, ne faisant que peu de cas des violations, par Israël, des droits de la population arabe dans les territoires occupés, prétendent soit que l'on ne dispose que de preuves insuffisantes à cet égard, soit que le Comité spécial n'a pas été objectif. Si les preuves fournies par le rapport sont insuffisantes, quel genre de preuves ces délégations attendent-elles donc ? Elles n'ont jamais répondu à cette question et leur silence indique qu'elles ne souhaitent pas être convaincues. En ce qui concerne l'objectivité du Comité spécial, s'il n'est pas objectif de citer les sources israéliennes et les articles parus dans la presse occidentale, où réside donc l'objectivité ? Les enquêtes devraient-elles être effectuées par un autre organe ? Si l'on en décidait ainsi, la délégation des Emirats arabes unis serait favorable à ce que la composition du Comité spécial soit élargie pour permettre à des représentants de ces délégations de participer à ses travaux. Mais elles rejetteraient toute proposition de cet ordre. Leurs allégations selon lesquelles le Comité spécial manque d'objectivité ne sont pas fondées; elles ne constituent qu'un élément du soutien que ces délégations apportent aux violations par Israël des droits de la population arabe. Elles permettent d'avoir deux poids et deux mesures en ce qui concerne les droits de l'homme : il est parfaitement acceptable que l'on viole les droits des pays arabes et du tiers monde, mais toute violation des droits d'autres peuples provoque une levée de boucliers.

19. Compte tenu du refus d'Israël de se conformer aux résolutions de l'Organisation des Nations Unies, l'Assemblée générale devrait adopter une nouvelle attitude : Israël doit être dénoncé comme étant raciste, de même que le sionisme a été dénoncé en tant que politique raciste. Les sanctions les plus strictes que prévoit la Charte doivent être imposées contre Israël afin de mettre un terme à sa politique raciste envers les peuples arabes. La délégation des Emirats arabes unis appuiera toute résolution visant à parvenir à cette fin. Tant qu'Israël ne se sera pas retiré des territoires occupés,

l'Assemblée générale ne pourra recourir qu'à des mesures coercitives.

20. Le PRESIDENT invite le représentant de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) à prendre la parole.

21. M. AQL (Observateur, Organisation de libération de la Palestine) félicite le Comité spécial pour sa recherche inlassable de la vérité; ainsi qu'on peut le constater aux paragraphes 26 et 27 de son rapport (A/10272), la situation n'a que peu évolué depuis 1974. Israël a continué d'interdire l'accès des territoires occupés au Comité spécial et persiste dans sa politique d'annexion et d'établissement de colonies de peuplement. Les dirigeants israéliens ne font aucun mystère de leur politique; 30 colonies de peuplement nouvelles devaient être établies dans les territoires occupés en 1975; 62 colonies auraient été établies à ce jour (*ibid.*, par. 31 et 32). Au nombre des pratiques brutales d'Israël dans les territoires occupés continuent de figurer l'établissement de colonies de peuplement, la confiscation de terres, l'éviction de personnalités locales éminentes, la démolition de maisons, les arrestations en masse et les entraves mises au développement intellectuel des jeunes et à la formation qui leur permettrait d'acquérir l'indépendance d'esprit et une culture générale. Au paragraphe 41 de son rapport le Comité spécial donne des exemples de ces pratiques dans la bande de Gaza et il décrit au paragraphe 76 les colonies de peuplement israéliennes sur la rive occidentale du Jourdain.

22. On pourrait évidemment s'attarder sur les détails des pratiques destructives et impitoyables d'Israël dans les territoires occupés, mais, étant donné les rapports du Comité spécial et les résolutions adoptées par l'Assemblée générale, toutes les délégations doivent déjà être suffisamment informées de la situation. Bien que le rapport à l'étude mette en évidence de nouvelles tendances répressives dans le comportement des autorités israéliennes d'occupation, les traits distinctifs de l'occupation sioniste des terres arabes restent inchangés : perpétuation de l'occupation sioniste, expansion territoriale progressive, destruction systématique du caractère arabe des territoires occupés, démoralisation des habitants arabes et absorption éventuelle du territoire palestinien après que la majorité arabe aura été expulsée par la force ou contrainte de partir pour trouver de meilleures conditions de vie. S'agit-il là du comportement d'un Etat épris de paix et Israël pense-t-il que l'écoulement du temps et la prolongation de son occupation lui permettront d'imposer sa volonté au peuple palestinien ?

23. En dépit de huit années d'occupation et de colonisation sionistes, le peuple palestinien des territoires occupés tient tête et résiste même dans la mesure de ses moyens. Le dernier compte rendu reçu par la délégation de l'OLP indique que les habitants de Halhul, dans le district de Hébron, ont organisé des manifestations pour exprimer leur rejet du plan sioniste d'administration locale et civile; des soldats ennemis munis de boucliers d'acier ont attaqué les manifestants en tirant sur eux. Ce compte rendu signale également que la tension monte à Halhul et dans les villages avoisinants, en particulier depuis que les autorités d'occupation y ont arrêté 85 élèves qui poursuivaient des études secondaires et 6 personnalités éminentes. Des peines arbitraires allant de l'amende à l'emprisonnement ont été

prononcées contre la plupart des étudiants détenus. Le soulèvement qui se poursuit maintenant depuis trois semaines sur la rive occidentale du Jourdain s'étend quotidiennement et a conduit les autorités d'occupation à fermer les établissements d'enseignement dans la région. Depuis que le rapport du Comité spécial a été rédigé, 400 personnes ont été arrêtées sur la rive occidentale et 5 maisons ont été démolies dans un village proche de Bethléem.

24. C'est dans le contexte du mépris complet qu'Israël affiche à l'égard de la volonté de la communauté internationale et des droits nationaux inaliénables du peuple palestinien que l'OLP, seul représentant du peuple palestinien, mène sa lutte armée contre le sionisme raciste. Voici plus de 60 ans qu'elle affronte ce mouvement raciste qui cherche à éliminer le peuple palestinien en tant que communauté politique et à occuper son territoire. Les sionistes s'obstinent à dire qu'il n'est pas de forme d'existence plus naturelle que dans les ghettos. Ils ont répondu aux offres palestiniennes d'inclusion par l'exclusion, d'intégration par la volonté de préserver la pureté de la race. Leur idéologie est au mieux médiévale et au pire primitive. La société connue sous le nom d'Israël est fondée sur une conception discréditée de l'ascendance médiévale ou tribale. Dans sa lutte pour une Palestine non sectaire et démocratique, l'OLP ne cherche pas seulement à libérer son propre peuple de l'oppression du sionisme mais aussi à libérer les Juifs, de même que la société humaine en général, des maux d'une idéologie qui est simplement violente, antihistorique et régressive.

25. M. BENHASSINE (Algérie) félicite le Comité spécial de son rapport; le fait que le représentant d'Israël ait cherché à détruire tous les éléments du rapport et à discréditer ceux qui l'ont élaboré démontre que le Comité spécial s'est acquitté avec conscience et intégrité de la mission qui lui a été confiée.

26. La Commission a étudié le problème du financement de l'UNWRA au cours de son examen du point 54 de l'ordre du jour, à ses 974^e et 977^e à 982^e séances et, par la force des circonstances, le débat n'a pas eu un caractère essentiellement technique; il est en fait impossible d'examiner séparément les divers éléments du problème palestinien. La délégation algérienne a l'intention d'exprimer le fond de sa pensée en ce qui concerne le point à l'examen. En effet, s'agissant d'une question qui se pose à la conscience de la communauté internationale, il n'est pas inutile de répéter ce qui a déjà été dit. La délégation algérienne lutte pour obtenir la justice et elle n'acceptera pas qu'on lui objecte que sa façon de procéder n'est pas la meilleure pour faire triompher cette cause, ou que la violence est condamnable quelle que soit son origine, ou qu'au lieu de condamner il conviendrait de déplorer.

27. Pendant que la Commission se livre à des débats académiques, la Palestine continue à subir le martyre auquel la communauté internationale l'a condamnée il y a 27 ans au nom, disait-on alors, d'un principe humanitaire. Aujourd'hui, le représentant d'Israël déclare que c'est au nom de la civilisation. L'histoire universelle montre quels crimes peuvent être commis impunément au nom de la civilisation et au nom des peuples. Les Palestiniens peuvent dire si la

mission civilisatrice d'Israël répond à leurs espoirs et si leur corps s'accommode de cet organe nouveau du nom d'Israël qu'on leur a greffé, malgré eux, et bien qu'ils fussent en bonne santé. Les Palestiniens peuvent dire s'ils sont plus heureux depuis qu'ils ne sont plus chez eux, qu'ils ont été dépossédés de leurs biens et de leur terre et qu'ils vivent dans des conditions qui sont la honte de la conscience internationale. Ils peuvent également dire s'ils se portent mieux, si la santé de leurs vieillards, de leurs femmes et de leurs enfants est meilleure depuis que les bombes de napalm tombent sur eux et depuis qu'ils subissent les tortures les plus dégradantes.

28. S'il le jugeait nécessaire, le représentant d'Israël ne manquerait pas de redire ce qu'il a déjà dit tout récemment, à savoir que le sionisme a été la délivrance de la Palestine et qu'il a apporté bonheur et bien-être à sa population, et il ne manquera pas de citer comme preuve de ses dires l'exemple de Gaza. Les Palestiniens en revanche diront de cette paix israélienne, si heureuse, que c'est la paix romaine et les habitants de Kouneitra auraient été tentés de préciser que c'est la paix des tombeaux, si les tombeaux de Kouneitra avaient connu la paix.

29. Caton disait qu'il fallait détruire Carthage. Les Israéliens ont dit que si les Arabes voulaient Kouneitra, ils pourraient l'avoir, mais une fois détruite, et ils ont tenu leur promesse criminelle. Non seulement la ville, mais également ses richesses humaines ont été complètement détruites. Certes, Kouneitra sera reconstruite et revivra, mais ses tombes ont été violées et ses lieux saints sont en ruines. Même Jérusalem, cité de la paix divine, a été profanée; ses lieux saints, qu'ils soient chrétiens et musulmans, ont été pillés et livrés aux touristes. Quelle ironie du sort que de voir une terre de paix souillée, un peuple pacifique opprimé et humilié, une civilisation deux fois millénaire profanée par des centurions guidés par une doctrine raciste et criminelle, au nom d'une religion très ancienne dont les valeurs spirituelles et morales sont indéniables. Les membres de la Commission peuvent discuter cette question calmement, parce qu'ils n'ont pas souffert comme les Palestiniens, mais ces derniers n'attendront pas les résultats des discussions qui se déroulent à l'ONU. Leur réponse est la lutte jusqu'à la victoire finale. Ils ne toléreront pas qu'on s'apitoie sur leur sort, ni qu'on condamne leurs actions et encore moins qu'on leur donne des conseils sur leur conduite. Ils sont présents ici et prennent part à la discussion pour dire à la Commission encore une fois qu'ils ne cesseront jamais de lutter.

30. Si l'Algérie est un pays souverain, Membre de l'Organisation des Nations Unies et s'honorant de l'estime de ses partenaires, c'est grâce à une lutte de libération nationale qui a duré huit ans et a coûté d'immenses sacrifices. Les Algériens ont combattu une situation coloniale et c'est pourquoi ils reconnaissent leur lutte dans celle du peuple palestinien. Quelle ironie du sort que l'Organisation des Nations Unies ait créé un pays colonialiste, Israël, au moment même où la Charte se donnait comme but et principe la décolonisation. Il y a toujours eu des enfants rebelles et ingrats, mais on peut se demander si Israël atteindra jamais l'âge adulte.

31. M. AL-SAYEGH (Koweït), usant de son droit de réponse, déclare qu'il souhaite poursuivre la déclaration

qu'il n'a pas eu le temps de finir à la séance précédente. Le représentant d'Israël s'est longuement étendu sur l'action bénéfique qu'exerceraient sur la population des territoires occupés et en particulier sur leur vie économique la politique d'occupation israélienne et les autorités chargées de l'appliquer. On croirait presque que les pouvoirs publics israéliens font partie de l'UNRWA, et que leur seul but est de subvenir aux besoins en nourriture de la population de ces territoires et de se soucier de son bien-être. La déclaration du représentant d'Israël montre bien que des statistiques présumées honnêtes et exactes peuvent être manipulées de telle façon qu'elles finissent par masquer la vérité au lieu de l'éclairer. M. Al-Sayegh tient à insister sur un aspect particulier de ces statistiques, celui qui, pour le représentant d'Israël, semble constituer la part essentielle des prétendus bienfaits de l'occupation, à savoir qu'Israël fournit du travail aux habitants de ces territoires. Le représentant d'Israël a cependant omis de dire que la main-d'œuvre provenant des territoires occupés est utilisée simplement pour remédier aux problèmes économiques qui se posent sur le territoire même d'Israël et que l'emploi dépend entièrement des fluctuations du marché israélien du travail. Etant donné que les travailleurs qui viennent des territoires occupés sont embauchés à la journée, chaque fois qu'il y a un ralentissement de l'économie israélienne, ils se retrouvent sans emploi, quel que soit leur besoin de travailler. On a dit à la Commission que ces travailleurs recevaient un salaire égal à celui des travailleurs israéliens, mais on n'a pas dit que l'immense majorité d'entre eux — parfois jusqu'à 95 p. 100 — étaient employés à des travaux manuels que les Israéliens eux-mêmes ne veulent pas faire. Ce genre de travail est donc rémunéré selon le principe de l'égalité des salaires, mais ce que les travailleurs venant des territoires occupés gagnent est inférieur à la moyenne des salaires des travailleurs israéliens. On n'a pas évoqué non plus le problème des enfants qui travaillent, problème qui a soulevé l'indignation même en Israël. Il n'a pas été question des conséquences sociales et politiques néfastes de cette situation dans les territoires occupés, ni de la désorganisation de la main-d'œuvre et de l'affaiblissement de l'agriculture dans ces territoires, car d'une certaine façon cela fait l'affaire d'Israël.

32. Cependant, même à supposer que tous ces renseignements d'ordre économique soient exacts, qu'il y ait eu une amélioration réelle de l'économie des territoires occupés et que les motifs d'Israël soient purement altruistes, deux questions importantes se posent. La première est de savoir si les habitants des territoires occupés peuvent accepter que le bien-être économique remplace leur droit inné de jouir de la dignité et de la liberté. La seconde question, qui est encore plus sérieuse, est de savoir si le fait d'apporter à la population de ces territoires le bien-être économique peut être utilisé comme argument justifiant qu'on la prive de tous les autres aspects du bien-être, en particulier du droit de jouir de l'autodétermination, de la liberté et de la dignité. Si le représentant d'Israël avait fait sa déclaration lors d'un rassemblement destiné à collecter des fonds, ses arguments auraient pu être accueillis sans beaucoup de scepticisme, mais il fait son discours à l'Organisation des Nations Unies, dont la moitié des Etats Membres sont des pays qui ont rejeté l'argument colonialiste selon lequel la prospérité économique remplace la liberté. Cet argument rappelle la déclaration du représentant de l'Afrique du Sud

à la 1800^e séance du Conseil de sécurité, en novembre 1974³. A cette occasion, il avait le premier accusé le rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* d'être partial, absolument hostile à l'Afrique du Sud, souvent entièrement dénué de fondement et d'émaner de personnes et d'organes connus pour leur opposition partielle aux politiques de l'Afrique du Sud. Cette déclaration est presque exactement la même que celle faite à la séance précédente par le représentant d'Israël au sujet du rapport du Comité spécial (A/10272). Le représentant de l'Afrique du Sud s'était également référé au nombre des travailleurs noirs venant des autres pays d'Afrique qui cherchent du travail en Afrique du Sud de leur propre gré, aux sommes importantes dépensées pour fournir aux Noirs des services médicaux pratiquement gratuits, à l'augmentation du nombre des inscriptions d'élèves noirs dans les écoles et aux tentatives faites de bonne foi par son gouvernement en vue d'améliorer et de développer la situation économique, sociale et politique de tous les habitants d'Afrique du Sud. Les membres de la Commission devraient comparer ces thèmes avec ceux évoqués par le représentant d'Israël et se demander si leur similitude est pure coïncidence.

33. M. DORON (Israël), exerçant son droit de réponse, dit qu'il avait espéré ne pas participer de nouveau au débat sur la question mais que le représentant du Koweït, sous prétexte d'user lui aussi du droit de réponse, avait essayé de la façon insidieuse qui lui est habituelle de fausser certaines déclarations faites par le Premier Ministre et d'autres ministres d'Israël et de donner à leurs paroles une signification sinistre et une intention contraire à leur véritable teneur. Ce que le Premier Ministre avait dit au sujet de la restitution des champs de pétrole à l'Egypte, c'est qu'Israël veillerait à ce qu'ils soient restitués de manière que de fausses allégations ne puissent pas ensuite être proférées contre Israël comme cela s'était produit à propos de Kouneitra. C'est pourquoi il avait dit qu'il ne devait pas y avoir d'autre Kouneitra.

34. Il n'y a pas non plus de contradiction ni de différence entre les déclarations faites par des dirigeants israéliens au sujet des colonies de peuplement créées sur les hauteurs du Golan ou dans le Sinaï et ce que M. Doron a lui-même dit à la séance précédente de la Commission et à des séances antérieures. Il n'existe pas de politique d'annexion. Le statut politique et juridique des régions administrées n'a pas été modifié et les options en vue de parvenir à une paix négociée restent ouvertes.

35. Les prétendues "questions" du représentant du Koweït ne sont pas de véritables questions méritant une réponse mais des questions purement et simplement inspirées par la hargne. Le porte-parole d'un pays qui n'accepte pas encore le droit d'Israël à une existence indépendante et souveraine et qui parle de ce pays dans ses émissions de radio comme étant constitué par "des bandes de sionistes" n'est pas un interlocuteur valable dans une quelconque discussion concernant Israël.

36. M. Doron a personnellement répondu aux porte-parole arabes dans la déclaration qu'il a faite à la séance précédente. Les allégations sans fondement de ces porte-

³ Voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt-neuvième année, 1800^e séance.*

parole ne contenaient rien qui puisse mériter une nouvelle réponse détaillée. M. Doron tient toutefois à protester vivement au nom de sa délégation contre les allégations formulées à la présente séance par le représentant de la Jordanie au sujet, en particulier, de questions religieuses. Ces allégations font penser aux fulminations du mufti de Jérusalem à la suite desquelles la communauté juive de Hébron, qui remontait à des temps immémoriaux, a été passée par les armes. Elles sont d'ailleurs déplacées dans la bouche du représentant d'un pays qui, au cours des 19 années pendant lesquelles il a occupé illégalement la vieille ville de Jérusalem a délibérément détruit et rasé 34 des 35 vieilles synagogues et a profané le cimetière juif sur le Mont des Oliviers. Parlant de ces profanations, M. Eban a déclaré à l'ONU le 4 juillet 1967⁴ qu'elles ne résultaient pas des combats récents mais qu'elles étaient la conséquence d'une politique que les autorités jordaniennes avaient appliquée pendant les 20 dernières années. La chose a été confirmée par le commandant des forces jordaniennes qui a pris la vieille ville de Jérusalem en 1948, qui a écrit dans ses mémoires, publiés au Caire en 1959, que des opérations de destruction calculée avaient été déclenchées. Ces opérations se sont poursuivies tout au long de la domination jordannienne à Jérusalem. En 1966 par exemple, le journal jordanien *Falastine* a signalé que d'antiques monuments de la vieille ville avaient été détruits et remplacés par des bâtiments modernes et que la concurrence commerciale avait même atteint le Mont des Oliviers où il avait été interdit de construire jusque-là. D'autre part, en violation flagrante de l'obligation que lui faisait expressément la Convention générale d'armistice avec Israël de 1949⁵, pour la première fois depuis la conquête romaine, la Jordanie avait empêché les Juifs de se rendre au Mur des lamentations et d'utiliser d'autres lieux culturels, éducatifs et religieux, y compris le Mont des Oliviers et les institutions humanitaires et éducatives du Mont Scopus.

37. En revanche, le passé d'Israël en ce qui concerne le respect et la considération portés aux valeurs et institutions religieuses non juives parle de lui-même et a été attesté par d'innombrables personnalités religieuses de toutes confessions, y compris des musulmans. L'iman principal de l'armée jordanienne, après avoir visité les régions administrées et Israël il y a quelques mois, a écrit dans le livre des visiteurs qu'il était plein d'admiration pour la liberté de religion qu'il constatait et pour la façon dont une mosquée de Haïfa était entretenue et il a exprimé l'espoir que les villes arabes et Israël ne connaîtraient désormais que la paix et la tranquillité. M. Doron tient à formuler lui aussi ce vœu.

38. En ce qui concerne la citation qu'a faite le représentant de l'Algérie de la fameuse phrase de Caton, Caton a été également cité dans un ouvrage publié par le Ministre de l'éducation et de l'instruction de la Jordanie où il est dit que les garçons et les filles arabes doivent s'en tenir au slogan selon lequel "Israël doit être détruit", tout comme Caton le faisait à propos de Carthage.

39. Dans une déclaration qu'ils ont adressée à la Commission des droits de l'homme de l'Organisation des Nations

Unies après l'adoption, par cette commission, de sa résolution du 21 février 1975 [6 B (XXXI)]⁶ où elle a exprimé son inquiétude devant la prétendue profanation d'édifices religieux musulmans et chrétiens, 53 chefs religieux et clergés chrétiens et musulmans vivant et travaillant en Israël ont entièrement rejeté ces accusations. Ils ont affirmé que l'inviolabilité des Lieux saints était garantie par la loi d'Israël n° 5727, de 1967, sur la protection des Lieux saints et que des milliers de pèlerins qui se rendaient dans ces lieux pouvaient témoigner de la vigilance avec laquelle les tombeaux étaient protégés. Les signataires de la déclaration étaient personnellement qualifiés pour repousser les accusations concernant le traitement des chefs religieux chrétiens et musulmans. Le Gouvernement israélien s'était toujours comporté avec courtoisie à leur égard et leur avait témoigné de la considération. La résolution impliquait que la liberté du culte n'existait pas et que la protection des édifices religieux et des personnalités religieuses n'était pas assurée. Mais à la vérité ce n'était que depuis 1967 que toutes les religions pouvaient être librement pratiquées dans tous les Lieux saints de Jérusalem.

40. Une autre lettre de protestation a été adressée à la Commission des droits de l'homme par le Secrétaire exécutif de l'Association de recherche théologique oecuménique en Israël, qui a indiqué combien il avait été choqué en entendant parler de la résolution et a déclaré que les allégations qu'elle contenait étaient dénuées de fondement. Ce que son organisation avait observé tout au long des années confirmait qu'Israël avait constamment assuré la liberté du culte et respecté et protégé les édifices religieux et les personnalités religieuses des trois religions monothéistes à Jérusalem; il n'était pas vrai que toutes les autorités avaient fait de même tout au long des siècles. Par exemple, de 1948 à 1967, les pratiquants juifs se sont vu refuser la liberté d'accéder au Mur des lamentations pour y prier; en ce qui concerne le cas de l'archevêque Capucci, l'organisation dont il faisait partie répudiait l'accusation d'emprisonnement arbitraire et sévices et était convaincue que le procès avait été équitable et s'était déroulé au grand jour.

41. Après s'être rendus à plusieurs reprises en Israël, le chef de l'Eglise orthodoxe roumaine, le patriarche arménien de Turquie, le patriarche de l'Eglise russe en URSS et le philarète de Berlin-Est et d'Europe centrale se sont tous déclarés satisfaits de l'état des lieux saints. Il ne faut peut-être pas s'étonner que ces informations qui ont paru dans le *Jerusalem Post* aient échappé à l'attention du Comité spécial.

42. En ce qui concerne les fausses allégations formulées par le représentant de la Jordanie au sujet des excavations archéologiques à Jérusalem, l'écrivain français Simone de Beauvoir a déclaré en avril 1975 que ces excavations ne mettaient nullement en danger la partie arabe de la ville mais que, en fait, les recherches contribuaient grandement à la culture universelle en mettant en lumière non seulement les sources de la culture juive mais aussi dans une large mesure les fondements de la culture musulmane. De toute évidence, le libellé de la résolution de la Commission n'était guère qu'un prétexte. Simone de Beauvoir a eu l'impression que la Jérusalem arabe était une ville bien entretenue et dont la municipalité s'occupait sérieusement.

⁴ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquième session extraordinaire d'urgence, Séances plénières, 1547^e séance, par. 94.

⁵ Procès-verbaux officiels du Conseil de sécurité, quatrième année, Supplément spécial n° 1.

⁶ Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-huitième session, Supplément n° 4, chap. XXIII, sect. A.

43. Le représentant de la Jordanie et d'autres représentants arabes devraient avoir honte de formuler des allégations aussi indignes que fausses. Les diatribes hargneuses contre le sionisme dans lesquelles les délégations arabes se sont lancées donnent peut-être à la Commission l'impression que pendant que le reste du monde soutient le mouvement de libération nationale juif, le monde arabe reste hostile au sionisme. Ce n'est pas le cas. Des dirigeants arabes ont reconnu les droits du peuple juif et ont entièrement souscrit aux vertus du sionisme. La personnalité la plus en vue du monde arabe pendant la première guerre mondiale a écrit le 23 mars 1918 dans le journal *La Mecque* qu'il reconnaissait que pour les Juifs qui affluaient en Palestine de tous les coins du monde le pays était, malgré tout ce qui les différenciait les uns des autres, une patrie sacrée et bien aimée. Son fils, qui a représenté le monde arabe à la Conférence de la paix à Paris a déclaré, le 3 mars 1919, que les Arabes et tout particulièrement ceux qui étaient instruits considéraient le sionisme avec la plus profonde sympathie et souhaitaient cordialement aux Juifs la bienvenue chez eux; Juifs et Arabes oeuvraient ensemble à l'édification d'un Proche-Orient réformé et révisé et les deux mouvements se complétaient l'un l'autre; le sionisme était un mouvement national et non impérialiste. Il y avait place en Syrie pour les deux populations et l'une ne pouvait pas réussir sans l'autre.

44. Les sentiments arabes ont peut-être changé mais un tel changement ne peut pas altérer la vérité historique telle qu'elle a été énoncée par d'éminents dirigeants arabes qui étaient les ancêtres du roi Hachémite de Jordanie.

45. M. AL-SAYEGH (Koweït), exerçant son droit de réponse, dit que le représentant d'Israël a été pris de court par ses questions, ce qui n'est pas surprenant. Il préfère donc ignorer les propos outrés et les insultes personnelles pour se concentrer sur le fond de la déclaration de ce dernier. Le représentant d'Israël a dit que son pays n'avait aucune politique d'annexion, alors que les faits — documentés au plus haut niveau — prouvent exactement le contraire. La politique du Gouvernement israélien consiste à créer des colonies de peuplement, dont les plus hauts responsables déclarent qu'elles sont destinées à faire partie intégrante de l'Etat juif et d'où Israël n'a pas l'intention de se retirer. Tout le monde sait que le secteur oriental de Jérusalem a été officiellement annexé par Israël, ce qui contredit les déclarations faites par le représentant d'Israël à la présente session de l'Assemblée générale et aux sessions précédentes. Bien que le représentant d'Israël ait prétendu que le statut de ces territoires n'a pas changé, des tribunaux ont été établis dans les territoires occupés pour y appliquer les lois israéliennes. Les Juifs que l'on a envoyé s'installer dans ces territoires ont le droit de voter lors des élections israéliennes. Il s'agit bien là d'actes d'annexion, tout au moins dans les régions où des colonies ont été implantées, qui prouvent que l'annexion n'est pas une hypothèse mais un fait.

46. En ce qui concerne Kouneitra, le représentant du Koweït précise qu'il n'a pas déformé la déclaration du Premier Ministre d'Israël: il s'est contenté de citer une agence de presse américaine, qui a interprété objectivement cette déclaration comme une reconnaissance tacite du fait qu'Israël a détruit cette ville. Certes, le Premier Ministre d'Israël a ensuite autorisé son Cabinet à publier un démenti

prétendant qu'il avait simplement voulu dire qu'Israël souhaitait se retirer des champs pétrolifères d'une manière ordonnée, de façon à ne pas prêter le flanc à des accusations du même genre de la part de l'Egypte. Tel est en substance ce que le représentant d'Israël a également dit. Il reste que cela ne coïncide pas avec la déclaration initiale du Premier Ministre, qui était qu'Israël devait affronter une "épreuve". Il n'aurait sûrement pas employé ce terme s'il avait fait allusion à des mensonges fabriqués de toutes pièces par la République arabe syrienne et l'Egypte. Le 4 septembre 1975, l'Agence télégraphique juive a annoncé — autre interprétation — que, bien que le fait ait été nié à l'origine par Israël, on avait appris par la suite que des biens avaient été détruits à Kouneitra à l'insu des autorités israéliennes. C'est cette multiplicité d'interprétations qui a conduit le représentant du Koweït à prier le représentant d'Israël de dire comment lui-même interprétait cette très importante déclaration de son premier ministre.

47. M. GAMMOH (Jordanie), exerçant son droit de réponse, dit qu'il n'a pas l'intention de réfuter en détail la déclaration absurde du représentant israélien. Le comportement d'Israël dans les territoires occupés est bien connu de la Commission et du monde en général. Toutefois, en ce qui concerne la destruction de synagogues par l'armée jordanienne en 1948, il a été établi, et le représentant d'Israël le sait bien, que si des synagogues et des églises ont été détruites en 1948, ce fut du fait de la guerre et non délibérément. Les seuls Lieux saints qui aient été détruits et pillés délibérément sont les mosquées et les églises dans les territoires occupés par Israël. En ce qui concerne l'accès aux Lieux saints, le représentant d'Israël et la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine savent bien également que la Jordanie, le Liban et la République arabe syrienne ont exprimé le vœu qu'ils soient ouverts à tous, indépendamment de toute considération de religion, ce qu'Israël a refusé en invoquant l'argument habituel de la sécurité. L'allusion à l'occupation de Jérusalem par la Jordanie est ridicule. La Jordanie n'a jamais occupé la vieille ville de Jérusalem, mais tant que celle-ci a fait partie de la Jordanie, elle est restée intacte et l'accès aux Lieux saints n'était alors refusé à personne. Le film qui a été projeté à la séance précédente de la Commission a donné quelques exemples de cette démocratie israélienne qui détruit les maisons pour construire à la place des logements pour les Juifs du monde entier. Ces faits sont décrits dans le rapport du Comité spécial (A/10272), qui donne à la Commission plus de renseignements que le représentant d'Israël ne pourrait lui en fournir en déformant les faits.

48. M. DORON (Israël) dit que la tentative faite par le représentant de la Jordanie de nier des faits historiques présente un caractère pathétique. Quant à lui, il ne lui paraît pas "absurde" de citer le commandant des forces jordaniennes qui, décrivant la prise de la vieille ville de Jérusalem dans un livre publié au Caire, déclare que des opérations de destruction calculée ont été déclenchées.

49. M. GAMMOH (Jordanie) précise que la destruction de biens est acceptable en temps de guerre mais que, depuis 1967, les autorités israéliennes ont détruit délibérément des maisons, des églises et des mosquées.

La séance est levée à 13 h 15.